

Qualité de vie au travail des personnels administratifs du système éducatif : des ministres à l'écoute pour un budget 2023 à l'épreuve des faits

Plus de 8400 collègues, adjoint.es, secrétaires, attaché.es appartenant à tous les secteurs de l'administration du système éducatif ont répondu à une enquête diligentée par A&I UNSA et réalisée par M. Georges Fotinos et M. José Mario Horenstein en partenariat avec la CASDEN.

A l'occasion de la présentation de cette enquête le 26 septembre lors du conseil national d'A&I UNSA, M. Pap Ndiaye, ministre de l'Education nationale et de la jeunesse a, [au travers d'une vidéo spécialement réalisée à cet effet](#), assuré les personnels administratifs trop souvent oubliés et négligés de sa bienveillante attention, affirmé sa volonté de poursuivre les efforts de formation rémunération et requalification et rappelé leur rôle indispensable pour la réussite des objectifs assignés au système éducatif par la Nation.

Dans son complément aux propos du ministre, M. Vincent Soetemont Directeur général des ressources humaines a déclaré ensuite que Mme Sylvie Retailleau ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche partageait également les mêmes bienveillantes préoccupations.

A&I UNSA prend acte de la bienveillance des ministres et les en remercie mais cela sera-t-il suffisant pour répondre aux graves interrogations et dysfonctionnements [révélés par l'enquête](#) ?

Pour la filière administrative exerçant à l'Education nationale, la jeunesse et les sports les crédits inscrits au budget 2023 de 66 millions d'€ devraient a priori permettre la poursuite des efforts engagés avec Jean-Michel Blanquer au travers du relevé de décisions négocié et signé par A&I UNSA.

Cependant, ces crédits doivent être répartis entre l'ensemble des BIATSS. En conséquence, ils risquent de ne pas être suffisants pour couvrir l'ensemble des besoins, notamment pour les collègues de catégorie C.

Quant à l'Enseignement supérieur, cela reste à vérifier mais rien de spécifique ne semble inscrit pour l'AENES, filière de droit commun de toute l'administration générale, sauf à répartir des crédits destinés à d'autres personnels, ce qui pour nous est source d'iniquités et n'est pas acceptable.

Enfin, n'oublions pas qu'en matière de QVT, tout n'est pas que question salariale.

Dans un courrier qui en dépit de son titre ne s'adressait qu'aux professeurs, le président de la République, sans autre considération affichée pour les femmes et les hommes qui constituent l'administration, déclarait « pour transformer l'école, nous devons également revoir toute son organisation ».

Or, avant de prétendre réformer un organisme jugé malade, faudrait-il encore :

- Combattre et condamner le « management toxique » broyeur de femmes et d'hommes ;
- Donner les moyens matériels et humains nécessaires au bon fonctionnement de l'administration du système éducatif ;
- Redonner du sens aux missions de personnels qui aiment leurs métiers et veulent les exercer au service des élèves et des étudiant.es, sereinement et sans entraves.

Pour A&I UNSA, voilà les objectifs que les ministres doivent poursuivre.

Le budget 2023 doit permettre, sans attendre, la réalisation de ces objectifs qui vont au-delà de la seule et indispensable reconnaissance salariale. Or, l'absence dans ce budget de créations de postes administratifs et les difficultés à recruter sur les postes existants risquent de conduire à nouveau à des redéploiements internes eux-mêmes sources de dégradation de la Qualité de Vie au Travail et de tensions entre les personnels.

Manager des femmes et des hommes ça doit être avant tout savoir les ménager.

Nous en sommes encore loin !

A&I UNSA, de toutes ses forces, agit et agira dans ce sens, pour Aujourd'hui & pour demaIn.

Fait à Pantin le 28 septembre 2022,

Jean-Marc Bæuf, Secrétaire général A&I UNSA

